

Brochure n° 3178

Convention collective nationale

IDCC : 200. – **EXPLOITATIONS FRIGORIFIQUES**

AVENANT N° 72 DU 29 JANVIER 2008
RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : *ASET0850512M*

IDCC : *200*

Entre :

L'union syndicale nationale des exploitations frigorifiques,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;

La fédération des commerces, services et force de vente CFTC ;

La FNAF-CGT ;

La FGTA-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Une révision de la nomenclature des activités françaises (NAF) est intervenue le 1^{er} janvier 2008. Un décret du 26 décembre 2007 n° 2007-1888 modifie le code attribué à l'activité d'entreposage et de stockage frigorifique qui devient 52-10A (au lieu de 63-1D).

Il convient donc de modifier l'article 1^{er} « Champ d'application » de la convention collective.

Le texte de l'article 1^{er} de la convention collective nationale est modifié et devient :

« Article 1^{er}

Champ d'application

La présente convention collective nationale et ses annexes règlent les rapports entre employeurs et salariés des entreprises dont l'activité exclusive ou principale est l'exploitation pour compte de tiers d'installations d'entreposage frigorifique ou de lieux de stockage réfrigéré, y compris à caractère industriel, et qui relèvent du numéro suivant de la nomenclature d'activités française (NAF) (rev.2), approuvée par le décret n° 2007-1888 du 26 décembre 2007 :

52-10A. Entreposage et stockage frigorifique

Des annexes fixent les conditions particulières se rapportant aux diverses catégories de salariés.

La présente convention et ses annexes s'appliquent à tous les établissements définis ci-dessus situés sur l'ensemble du territoire national (y compris Corse et DOM-TOM). »

Elle ne s'oppose pas, conformément aux prescriptions légales, à la conclusion d'avenants qui pourraient être rendus nécessaires par les conditions particulières de travail dans certaines régions ou dans certains établissements.

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt en deux exemplaires auprès des services centraux du ministre chargé du travail et en un exemplaire auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Cet avenant fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 29 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)